



**PRÉFET
DE L'ORNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**Bureau de la coordination interministérielle
et de l'environnement**

Arrêté n° 1122-25-20-071

de mise en demeure

**Société RECYOUEST représentée par Maître Christophe BASSE
Commune d'Argentan**

Le préfet de l'Orne,

- Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, R.512-75-1, D.541-361 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du président de la République en date du 23 juillet 2025 nommant monsieur Hervé TOURMENTE, préfet de l'Orne ;
- Vu** le décret du 8 novembre 2023 nommant monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 août 2025 donnant délégation de signature à monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°1122-22-20-088 du 10 octobre 2022 autorisant la société RECYOUEST à exploiter ses installations sur la commune d'Argentan, et notamment ses articles 6-1-2 et 6-3-1 ;
- Vu** le jugement du tribunal de commerce l'Alençon du 21 juillet 2025 prononçant la liquidation judiciaire de la société RECYOUEST, désignant liquidateur SELARL C. BASSE prise en la personne de Me Christophe BASSE, 26 rue Jullien - 61000 Alençon, et mettant fin à la mission de l'administrateur SELARL TRAJECTOIRE prise en la personne de Me Charles BEAUSSART ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 13 août 2025 transmis à l'exploitant le 26 août 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** la réponse formulée par courriel du 09 septembre 2025 de la SELARL C. BASSE, en charge de la liquidation judiciaire de la société RECYOUEST, suite à la transmission du rapport et du projet d'arrêté ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 13 août 2025, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Environ 40 tonnes (quantité selon la représentante de l'exploitant) de déchets de tri sont entreposés à l'extérieur des bâtiments, sur un espace non couvert, au nord du site. Ces déchets sont entreposés en majorité dans des sacs en polyéthylène fermés par des scotchs, dont plusieurs sont dégradés, partiellement ou totalement ouverts. Les matières comportent un mélange de fines particules de plastique, de particules de paille et autres poussières. Cet entreposage est donc à l'origine d'une dissémination de particules

plastiques dans l'environnement : Il est observé une quantité significative de particules de plastiques sur des sols revêtus et sur des sols enherbés. Une accumulation de particules autour d'une grille du réseau d'eaux pluviales est observée. Ces particules sont également susceptibles d'être à l'origine de transferts hors site par envois ;

- Lors de l'inspection, il a été constaté que les salariés n'étaient plus présents, la liquidation ayant entraîné leur licenciement économique. La production a cessé sur le site.

Au jour de l'inspection, la déclaration de cessation d'activité au titre de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement n'a pas été effectuée. Il n'a pas été justifié de la mise en sécurité du site (cf point 1.4 et 5 du présent rapport) ;

- Lors de l'inspection, les stocks entreposés dans les bâtiments et en extérieur ont été estimés à 4350 balles pour un poids d'environ 1400 tonnes (déchets plastiques bruts, déchets triés-lavés-broyés, granulats de plastiques, déchets de tri...) ;
- Lors de l'inspection, il a été constaté que les portes coupe-feu entre les différents halls étaient restées ouvertes. A la demande de l'inspecteur, l'exploitante a procédé à la fermeture manuelle de ces portes ;
- Le local du groupe motopompe qui permet l'alimentation du réseau de sprinklage est toujours alimenté en électricité, mais l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du maintien en état de marche du réseau de sprinklage, ni du remplissage du réservoir de gasoil alimentant le groupe motopompe ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles D.541-361 et R.512-75-1 du code de l'environnement, ainsi que des articles 6-1-2 et 6-3-1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2022 susvisé ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement dans la mesure où :

- Il a été observé la dissémination de particules de plastiques dans les sols, l'air et les eaux pluviales, issues des entreposages non conformes de déchets en extérieur ;
- L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du maintien intégral des dispositifs de lutte contre l'incendie, alors que des entreposages significatifs de matières et déchets combustibles sont effectués dans les bâtiments ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RECYOUEST de respecter les dispositions des articles D.541-361 et R.512-75-1 du code de l'environnement, ainsi que des articles 6-1-2 et 6-3-1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que, dans son courriel de réponse du 09 septembre 2025, la SELARL C. BASSE n'émet pas de remarques sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

ARRÊTE

Article 1 : Dissémination de particules de plastique dans l'environnement

La société RECYOUEST, SIREN 802 051 508, représentée le liquidateur SELARL C. BASSE prise en la personne de Me Christophe BASSE, est mise en demeure pour son site localisé 13 avenue de l'industrie - 61200 ARGENTAN de respecter dans un délai de **15 jours** à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :

Code de l'environnement, article D.541-361 :

« Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. [...] »

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura :

- ou bien procédé à l'évacuation des déchets entreposés en extérieur, vers des filières dûment autorisées à les prendre en charge ;
- ou bien, dans l'attente de ces évacuations, mis en place des dispositifs de confinement et de récupération prévenant la dissémination de particules plastiques dans l'environnement. Ces dispositifs doivent être adaptés à la taille des particules composant ces déchets.

Article 2 : Cessation d'activité

La société RECYOUEST, SIREN 802 051 508, représentée le liquidateur SELARL C. BASSE prise en la personne de Me Christophe BASSE, est mise en demeure pour son site localisé 13 avenue de l'industrie - 61200 ARGENTAN de respecter les dispositions suivantes :

Code de l'environnement, article R.512-75-1 :

« I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état. Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.

II.- Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité. Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

VII.- Lorsque la ou les installations concernées par la cessation d'activité continuent d'être le siège d'une activité qui ne justifie plus leur classement au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9, les mesures prises sur le fondement du 1° du I et du IV peuvent être adaptées, pour répondre aux nécessités de l'activité qui continue, selon les modalités précisées par l'arrêté ministériel prévu au III des articles R. 512-39-1, R. 512-46-25 et R. 512-66-1. »

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura :

- ou bien justifié d'un cadre juridique compatible et de perspectives permettant d'envisager une reprise de l'activité ; **(délai : 1 semaine) ;**
- ou bien adressé au préfet de l'Orne la déclaration de cessation d'activité au titre de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, puis assurer la mise en sécurité du site et adressé les attestations prévues aux articles R.512-39-1 (ATTES SECUR) et R.512-39-3 du code de l'environnement (ATTES MEMOIRE).

La mise en sécurité du site comporte l'évacuation et la gestion hors site de l'ensemble des stocks de déchets et produits, notamment les déchets entrants de plastiques, les stocks de déchets triés et nettoyés et de produits finis ; **(délai : 1 semaine pour la déclaration de cessation d'activité, 3 mois pour l'évacuation des déchets et le dépôt de l'ATTES SECUR et 6 mois pour le dépôt de l'ATTES MEMOIRE)**

Article 3 : Fermeture des portes coupe-feu

La société RECYOUEST, SIREN 802 051 508, représentée le liquidateur SELARL C. BASSE prise en la personne de Me Christophe BASSE, est mise en demeure pour son site localisé 13 avenue de l'industrie - 61200 ARGENTAN de respecter dans un délai de **un jour** à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :

Arrêté préfectoral du 10 octobre 2022, article 6.1.2 :

« Les dispositions constructives et les caractéristiques de résistance, d'étanchéité au feu et d'isolation prises en compte comme données d'entrée de l'étude de dangers du site doivent être maintenues.

Les différentes zones (halls 1 à 3 : stockage de matière à traiter ; hall 4 : extrusion et stockage de produits finis ; hall 5 : pré-traitement des déchets) sont équipées de murs extérieurs REI120.

Les différentes zones sont séparées entre elles par des murs coupe-feu REI120, ces parois sont prolongées latéralement le long du mur extérieur sur une largeur d'1 mètre ou sont prolongées perpendiculairement au mur extérieur de 0,50 mètre en saillie de la façade. [...]

Les portes de ces éléments doivent être REI120 ou constituer un sas de deux blocs-porte REI60. A défaut, une seule porte REI60 peut être acceptée, à condition qu'elle soit couverte par le jet d'au minimum deux têtes de sprinklage en cas d'incendie et qu'aucun stockage de matières combustibles ne soit réalisé à moins de 5 mètres de ces portes. Cet espace d'interdiction doit être matérialisé au sol. »

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura justifié du maintien en position fermée des portes coupe-feu lorsqu'aucune activité n'est en cours sur le site.

Article 4 : Moyens de défense incendie

La société RECYOUEST, SIREN 802 051 508, représentée le liquidateur SELARL C. BASSE prise en la personne de Me Christophe BASSE, est mise en demeure pour son site localisé 13 avenue de l'industrie - 61200 ARGENTAN de respecter dans un délai de **15 jours** à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :

Arrêté préfectoral du 10 octobre 2022, article 6.3.1 :

« L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :

[...] • un système d'extinction automatique d'incendie de type « sprinkler », équipant les halls 1 à 5, adapté aux produits présents, conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cette conformité. Ce réseau doit être équipé :

- de têtes d'arrosage réparties selon les risques à couvrir, actionnées par des thermofusibles ;
- d'une réserve d'eau de 550 m³, maintenue pleine en permanence et comportant un dispositif de vérification du niveau de remplissage ;
- d'un groupe motopompe thermique d'une capacité suffisante, alimenté par une cuve double peau de gazole de 173 litres ;
- Tout stockage est interdit à moins de 1 m des têtes d'arrosage du réseau « sprinkler ». [...]

Les équipements de lutte contre l'incendie sont opérationnels, entretenus et maintenus en bon état aussi souvent que nécessaire, repérés et facilement accessibles en toute circonstance.

Un plan des moyens de lutte contre l'incendie est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. »

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura justifié du maintien de l'état opérationnel du réseau de sprinklage (alimentation électrique du local, remplissage de la réserve d'eau de 550 m³ et de la réserve de gasoil de 173 litres, maintenance, essais périodiques et vérifications réglementaires).

Article 5 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 4 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8 §II du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture de l'Orne pour une durée de deux ans.

Article 8 : Recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Caen.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 du code de justice administrative).

Article 9 : Notification

Le présent arrêté est notifié à la société RECYOUEST, SIREN 802 051 508, représentée le liquidateur SELARL C. BASSE prise en la personne de Me Christophe BASSE, 26 rue Julien - 61000 Alençon.

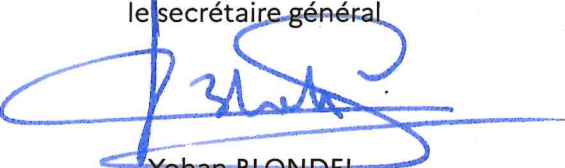
Le présent arrêté est publié sur le site des services de l'État dans l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

Il sera affiché en mairie par les soins du maire d'Argentan pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le maire et transmis au préfet de l'Orne.

Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne, le maire de la commune d'Argentan, ainsi que la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le 03 OCT. 2025

Le préfet,
par délégation,
le secrétaire général



Yohan BLONDEL